

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 44 (1994)
Heft: 2

Buchbesprechung: Le scandale de Panama [Jean-Yves Mollier]

Autor: Aguet, Jean-Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

propagande touristique, l'étude du marché de la lecture ferroviaire ne sont en effet pas à proprement parler les aspects qui ont attiré jusqu'à aujourd'hui les faveurs des historiens, ni même les passionnés du rail.

La diversité des actions entreprises par les compagnies dans la recherche de la clientèle notamment est liée à la reconnaissance d'un moyen technique qui n'a pas toujours apporté toutes les formes de garantie désirée ni tous les services que les utilisateurs potentiels étaient en droit d'attendre. Vaincre un public rétif, conquérir des clientèles sceptiques et méfiantes, susciter des trafics nouveaux, maintenir des positions commerciales menacées par d'autres transports ont demandé des efforts d'imagination dont ces communications montrent bien toute la dynamique ainsi que les logiques d'entraînement. Souvent accusées de privilégier les performances techniques au détriment des fonctions de services, les compagnies ferroviaires ont très rapidement su faire valoir un sens commercial très aiguë usant de moyens inédits et parfois surprenants. Mais il est vrai que cette capacité innovatrice s'est souvent heurtée à des vagues de résistances induites par différents facteurs tant structurels que conjoncturels: les lourdeurs administratives, les situations de monopole, les législations nationales, les choix techniques.

Laurent Tissot, Lausanne

Jean-Yves Mollier: **Le scandale de Panama**. Paris, Fayard, 1991, 564 p.

En reprenant les modes de recherche déjà appliqués dans ses études de l'histoire financière et sociale des milieux de l'édition en France à la fin du XIX^e siècle, J.-Y. Mollier s'est attaché, à nouveaux frais, à élucider l'«énigme politico-financière» que constitue le scandale de Panama. Au terme d'une enquête historienne qui a porté sur une masse impressionnante de sources – archives bancaires et notariales, mais aussi administratives, policières, judiciaires et diplomatiques sans omettre la presse – retravaillées ou nouvellement exploitées, se trouve considérablement enrichi ce qu'on peut connaître de ce problème. L'auteur a choisi de présenter ses conclusions non selon un historique linéairement narré – une chronologie aide aux remémorations nécessaires – mais en recourant à une succession d'études de caractère quasi monographique subtilement articulées, seule forme sans doute susceptible de donner une vue d'ensemble et de rendre compte de tous les éléments d'une affaire complexe.

Sans cacher les difficultés rencontrées à reconstituer les tenants et les aboutissants de tractations multiples alors masquées par le secret jugé nécessaire condition de la réussite, plaidant, preuves à l'appui, le nécessaire dépassement des «hésitations de l'école historique française pour tout ce qui touche aux rouages de l'économie et de l'argent», expliquant et le questionnement établi et la démarche méthodique suivie, l'historien n'a eu de cesse de replacer cette histoire de la Compagnie universelle du canal transocéanique dans tous les champs où elle se déroula, en multipliant en particulier les études comparées d'affaires financières parallèles aux fins de donner une vision précise des normes et pratiques en vigueur dans le milieu des affaires et les changements de comportements concomitants intervenus dans le milieu politique, désormais en ce début de III^e République, en relation continue avec les manières d'argent.

L'ouvrage contribue ainsi de façon détaillée à montrer comment ont pu jouer les «mécanismes d'interpénétration», «la symbiose entre établissements de crédit, milieux politiques et presse nationale». Reprenant à sa façon le schéma des deux

scandales de Panama de Jean Bouvier, il dresse un bilan argumenté, sévère, d'une affaire qui, sur certains points, reste énigmatique, qui fut incontestablement grave et que l'on jugea exceptionnelle, en en montrant à la fois le caractère de scandale économique, pour ainsi dire «ordinaire» sinon inévitable, rapporté aux mœurs et savoir-faire des milieux d'affaires, et la dimension politique extraordinaire à la mesure de l'ébranlement qu'elle entraîna, d'un régime politique encore fragile et de la disqualification déshonorante de toute une couche du personnel politique qui se trouva prise dans l'«engrenage de la vénalité».

L'étude de J.-Y. Mollier conduit ainsi au dévoilement de tout un arrière-plan essentiel à connaître pour comprendre l'histoire des premières décennies de la III^e République, «obligeant à repenser l'enfantement de ce régime», et apportant des éléments de réponse à la question de «savoir si ces entorses à la démocratie sont des phénomènes atypiques ou si elle révèlent un dysfonctionnement permanent des institutions». Reste à mentionner une conséquence, qui n'est pas moindre, à saisir l'affaire à l'échelle internationale, c'est-à-dire comme une sorte de renonciation française à tenter des entreprises à risque, en particulier dans les Amériques, un «repliement de la France sur ses valeurs anciennes, son redéploiement vers la rente russe, la stabilité et la sécurité de père de famille».

Jean-Pierre Aguet, Lausanne

Jürgen Förster (Hg.): **Stalingrad. Ereignis, Wirkung, Symbol.** München, Serie Piper, 1992. 501 S.

Das Militärgeschichtliche Forschungsamt in Freiburg im Breisgau hat der Forschung über den Zweiten Weltkrieg nicht nur wichtige Impulse verliehen, sondern sich in den vergangenen Jahren auch verstärkt darum bemüht, die Ergebnisse seiner Tätigkeit einer breiteren Öffentlichkeit zugänglich zu machen. Nachdem es zum fünfzigsten Jahrestag der Kriegsentfesselung und des deutschen Überfalls auf die Sowjetunion schon zwei Aufsatzsammlungen im Piper-Verlag veröffentlicht hat, ist der Sammelband über die Schlacht bei Stalingrad bereits das dritte Unternehmen dieser Art. Der von Jürgen Förster herausgegebene Band, der auch in russischer Übersetzung erscheint, bringt fast durchwegs Originalbeiträge zum Abdruck. Der Reiz des Buches liegt darin, dass die 21 Mitarbeiter aus acht Nationen, darunter auch solche aus der ehemaligen Sowjetunion und Israel, unterschiedlichen Ansätzen verpflichtet sind und das komplexe Geschehen deshalb aus unterschiedlichen Perspektiven ausleuchten. Neben eher traditionellen Beiträgen zur Diplomatie- und Militärgeschichte, die die Schlacht an der Wolga gleichsam «von oben» angehen und durch ihre detailverliebte Präzision auffallen, finden sich darin auch Aufsätze über die Auswirkungen Stalingrads auf den inneren Zustand der deutschen Gesellschaft. Breit diskutiert werden die Folgen der Niederlage für die deutschen Verbündeten, von denen die Aufsätze über die Hintergründe der rumänischen und italienischen Kriegsbeteiligung besonders gelungen sind. Daneben wird der Eroberungskrieg Adolf Hitlers auch aus der Sicht der kleinen Soldaten, die sowohl Täter als auch Opfer waren, thematisiert. Dass die Wehrmacht in den Weiten Russlands nicht einen «normalen» Krieg führte, sondern an abscheulichen Verbrechen mitbeteiligt war, geht gleich aus mehreren Beiträgen hervor. Hans Umbreit weist etwa nach, dass die Idee des «Rassenkrieges» von der Wehrmachtsführung durchaus akzeptiert war und die grausame «Partisanenbekämpfung» nicht nur militärischen Zwecken diene, sondern auch das Ziel verfolgte, die als rassistisch «minderwertig» angesehene slawische Zivilbevölkerung zu dezimieren.